

**Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
fixant l'entrée en vigueur du décret du 14 juillet 2021  
relatif à la capacité de placement de la communauté  
française pour assurer la mise en oeuvre et le suivi de la  
surveillance électronique, et au programme-horaire des  
justiciables condamnés à une peine privative de liberté de  
trois ans ou moins**

**A.Gt 14-07-2022**

**M.B. 19-08-2022**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 juillet 2021 relatif à la capacité de placement de la Communauté française pour assurer la mise en oeuvre et le suivi de la surveillance électronique, et au programme-horaire des justiciables condamnés à une peine privative de liberté de trois ans ou moins, l'article 21, modifié par les décrets des 18 novembre 2021 et 25 mai 2022 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 mai 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 juin 2022 ;

Vu l'avis n° 71.370/4 du Conseil d'Etat, donné le 27 avril 2022, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu le «test genre» établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Sur proposition de la Ministre des Maisons de justice ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** - Le décret du 14 juillet 2021 relatif à la capacité de placement de la Communauté française pour assurer la mise en oeuvre et le suivi de la surveillance électronique, et au programme-horaire des justiciables condamnés à une peine privative de liberté de trois ans ou moins, entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2022.

**Article 2.** - Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Bruxelles, le 14 juillet 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, des Sports, de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY